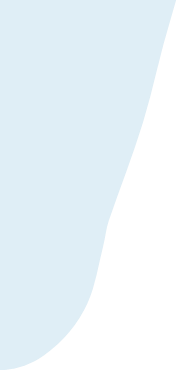
****



Annexe 2

« LA TRANSMISSION D'INFORMATIONS »

*Ce guide a été édité en juin 2022 par le parquet du tribunal judiciaire de Coutances à destination des personnes tenues par le secret professionnel et pouvant être amenées à participer à des instances de prévention de la délinquance*.

**SOMMAIRE**

[Le secret professionnel 3](#_Toc119416451)

[Qu’est-ce que c’est ? 3](#_Toc119416452)

[À quoi ça sert ? 3](#_Toc119416453)

[Quelles sont les informations couvertes par le secret professionnel ? 3](#_Toc119416454)

[Qui est concerné ? 4](#_Toc119416455)

[Quand peut-on y déroger ? 4](#_Toc119416456)

[Quand doit-on y déroger ? 5](#_Toc119416457)

[La confidentialité 7](#_Toc119416458)

[Qu’est-ce que c’est ? 7](#_Toc119416459)

[Distinction entre information confidentielle et information à caractère secret 7](#_Toc119416460)

[Qui est concerné ? 8](#_Toc119416461)

[Quand y déroger ? 8](#_Toc119416462)

[Le secret partagé 9](#_Toc119416463)

[Qu’est-ce que c’est ? 9](#_Toc119416464)

[À quoi ça sert ? 9](#_Toc119416465)

[Qui est concerné ? 9](#_Toc119416466)

[Références textuelles et ressources documentaires 10](#_Toc119416467)



# Le secret professionnel

### Qu’est-ce que c’est ?

Le secret professionnel peut se définir comme l’interdiction pour le professionnel de divulguer les informations qui lui sont confiées dans le cadre de son activité. Le respect du secret professionnel s’impose pour les professions désignées par un texte législatif ou réglementaire.

Pour retenir le délit de violation du secret professionnel, deux conditions doivent se cumuler. D’abord, une information couverte par le secret professionnel doit être dévoilée. Cette révélation ne dépend ni du nombre ni de la qualité des personnes auxquelles l’information est divulguée. Enfin, l’acte doit être volontaire, c’est-à-dire qu’il faut avoir conscience de violer le secret professionnel. Le professionnel qui dévoile une information protégée par le secret professionnel s’expose donc à des sanctions pénales[[1]](#footnote-1), civiles et disciplinaires.

### À quoi ça sert ?

Le secret professionnel a pour objectif de protéger la vie privée des personnes afin qu’il ne suffise pas d’indiquer son accord pour la transmission d’une information à caractère secret, mais qu’il faille bien au surplus que le cadre légal le permette.

La discrétion qu’impose le respect du secret professionnel participe à l’instauration de relations de confiance entre l’individu qui se confie au professionnel qui le suit et ce dernier, et contribue ainsi à garantir la crédibilité des professionnels concernés.

### Quelles sont les informations couvertes par le secret professionnel ?

Les informations couvertes par le secret professionnel ne sont définies par aucun texte de loi. Le code pénal ne propose aucune définition, c’est la jurisprudence de la cour de cassation[[2]](#footnote-2) qui a déterminé depuis longtemps et de façon constante le champ des informations couvertes par le secret professionnel. Il peut notamment être distingué les informations à caractère secret et les informations recueillies à titre professionnel.

Une information relevant de la vie privée n’est pas couverte par le secret professionnel en raison de sa nature ou de l’intention de la personne, mais parce qu’un professionnel soumis au secret en est dépositaire. Ainsi, c’est donc bien le fait que l’information soit en possession d’un professionnel soumis au secret qui la fait entrer dans le cadre du secret professionnel.

Par voie de conséquence, tous les faits appris, connus ou devinés, dans l’exercice de la mission du professionnel sont couverts par le secret, quel que soit leur mode d’obtention, quand bien même le déposant de l’information ne lui a pas conféré un caractère secret.

### Secret professionnel : qui doit garder le silence (droit ...Qui est concerné ? [[3]](#footnote-3)

Comme cité précédemment, [l’article 226-13 du code pénal](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000006417945/) précise qu’une personne est opposable au secret professionnel dans quatre cas : par son état, par sa profession, en raison de sa fonction ou encore dans l’exercice d’une mission temporaire.

Pour chacune des situations, un texte législatif ou réglementaire doit mentionner la soumission à l'obligation de secret professionnel. En ce qui concerne la profession des masseurs-kinésithérapeutes, Il s’agit de l’article L1110-4 de la santé publique.

### Quand peut-on y déroger ?

Il convient de retenir que le respect du secret est un principe et que le partage et la révélation du secret restent des exceptions. De fait, si aucun texte de loi ni jurisprudence n'ont ouvert la possibilité de communiquer à destination d’un tiers une information à caractère secret, le secret doit être conservé et la communication relève d'une infraction pénale.

Toutefois, dans des conditions restrictives et précises prévues par les textes, la violation du secret professionnel n’impliquera pas de sanction, permettant donc une levée du secret professionnel.

L'autorisation par les textes est l'exception la plus fréquente au principe de secret. Par ailleurs, on peut distinguer l’autorisation de révélation à une autorité et l’autorisation de partager. Cette dernière possibilité peut notamment être assimilée à la notion de secret partagé qui fera l’objet d’un développement dédié.

Concernant l’autorisation de révéler à une autorité, l’article 226-14 de code pénal précise que le respect du secret professionnel n'est pas applicable dans les cas suivants :

« 1° A celui qui informe les autorités judiciaires, médicales ou administratives de privations ou de sévices, y compris lorsqu'il s'agit d'atteintes ou mutilations sexuelles, dont il a eu connaissance et qui ont été infligées à un mineur ou à une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son incapacité physique ou psychique ;

2° Au médecin ou à tout autre professionnel de santé qui, avec l'accord de la victime, porte à la connaissance du procureur de la République ou de la cellule de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes relatives aux mineurs en danger ou qui risquent de l'être, mentionnée au deuxième alinéa de l'article L. 226-3 du code de l'action sociale et des familles, les sévices ou privations qu'il a constatés, sur le plan physique ou psychique, dans l'exercice de sa profession et qui lui permettent de présumer que des violences physiques, sexuelles ou psychiques de toute nature ont été commises. Lorsque la victime est un mineur ou une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son incapacité physique ou psychique, son accord n'est pas nécessaire ;

3° Au médecin ou à tout autre professionnel de santé qui porte à la connaissance du procureur de la République une information relative à des violences exercées au sein du couple relevant de l'article 132-80 du présent code, lorsqu'il estime en conscience que ces violences mettent la vie de la victime majeure en danger immédiat et que celle-ci n'est pas en mesure de se protéger en raison de la contrainte morale résultant de l'emprise exercée par l'auteur des violences. Le médecin ou le professionnel de santé doit s'efforcer d'obtenir l'accord de la victime majeure ; en cas d'impossibilité d'obtenir cet accord, il doit l'informer du signalement fait au procureur de la République ;

4° Aux professionnels de la santé ou de l'action sociale qui informent le préfet et, à Paris, le préfet de police du caractère dangereux pour elles-mêmes ou pour autrui des personnes qui les consultent et dont ils savent qu'elles détiennent une arme ou qu'elles ont manifesté leur intention d'en acquérir une ;

5° Au vétérinaire qui porte à la connaissance du procureur de la République toute information relative à des sévices graves, à un acte de cruauté ou à une atteinte sexuelle sur un animal, mentionnés aux articles 521-1 et 521-1-1 et toute information relative à des mauvais traitements sur un animal, constatés dans le cadre de son exercice professionnel. Cette information ne lève pas l'obligation du vétérinaire sanitaire prévue à l'article L. 203-6 du code rural et de la pêche maritime. »

Il convient également de préciser que l’autorisation n'est pas une obligation. Elle ouvre la possibilité de partage ou de la révélation sans pour autant obliger au partage ou à la révélation.

De fait, elle laisse le professionnel, soumis au secret professionnel et dépositaire d'une information à caractère secret, seul décisionnaire de la possibilité de partager/révéler ou ne pas partager/révéler. Le professionnel soumis au secret engage sa responsabilité personnelle sur le plan pénal lorsqu’il décide de partager ou de transmettre des informations couvertes par le secret professionnel. Ainsi, il lui revient de peser le bénéfice et le coût du partage et du non-partage, afin de choisir de révéler ou non les informations relevant du secret professionnel.

Dans ces cas d'autorisations, aucune peine ne peut être encourue par celui qui choisit ou refuse de communiquer. Précisons également qu’aucune directive institutionnelle ou hiérarchique ne peut obliger un professionnel soumis au secret à partager ou transmettre une information à caractère secret.

Enfin, dans l’hypothèse de poursuites à l’encontre du professionnel, ce dernier peut révéler le « secret » afin d'assurer sa propre défense[[4]](#footnote-4), Il conviendra d’évaluer l’opportunité de cette possibilité au cas par cas.

### Quand doit-on y déroger ?

En dehors des cas où le professionnel peut décider ou non de dévoiler une information couverte par le secret, il existe des situations pour lesquelles le professionnel est dans l’obligation de déroger au respect du secret professionnel.

Tout d’abord, lorsqu’il agit dans le cadre d’une décision judiciaire, le professionnel ne peut opposer le secret professionnel au magistrat qui a ordonné la mesure. Ainsi, il doit rendre compte des constatations qu’il fait ou des informations qu’il détient en exécution de la décision. En revanche, le professionnel reste tenu par le secret professionnel sur tous les points étrangers à sa mission.

Ensuite, l'article 223-6 du code pénal prévoit que « quiconque pouvant empêcher par son action immédiate, sans risque pour lui ou pour les tiers, soit un crime, soit un délit contre l'intégrité corporelle de la personne s'abstient volontairement de le faire est puni de 5 ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende. Sera puni des mêmes peines quiconque s'abstient volontairement de porter à une personne en péril l'assistance que, sans risque pour lui ou pour les tiers, il pouvait lui prêter, soit par son action personnelle, soit en provoquant un secours. »

En effet, il ne peut être admis que, sous réserve du respect du secret professionnel, la personne qui y est astreinte laisse une infraction se reproduire. Ainsi, le professionnel doit nécessairement faire en sorte de mettre fin à l'infraction ou empêcher son renouvellement en levant le secret professionnel.

Enfin, précisons que l'article 40 du code de procédure pénale, en vertu duquel : « toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs. », ne présente aucun caractère obligatoire pour les agents soumis au secret professionnel.

Au regard de la législation, le secret professionnel prédomine sur les obligations de dénonciations. C'est donc au professionnel d'évaluer, au regard de la situation, s'il convient d'informer ou pas les autorités compétentes. Seuls l’article 223-6 du code pénal et les cas qui concernent des mineurs ou des personnes vulnérables peuvent justifier une obligation de dérogation au respect du secret professionnel.

# La confidentialité



### Qu’est-ce que c’est ?

La notion de « confidentiel » n’ayant pas de définition juridique, ce terme ne peut pas être défini précisément. On peut estimer qu’il s’agit « d’un ensemble subjectif d’informations qui se situe au-delà de ce qui est public ou évident, et qui s'étend de ce qui est banal, commun, jusqu'aux informations personnelles, intimes, privées, voire secrètes »[[5]](#footnote-5). Il comprend notamment le nom de famille et certaines caractéristiques administratives permettant d'identifier une personne.

En d’autres termes, la notion de confidentialité correspond à la discrétion qui est imposée aux différents professionnels qui détiennent des informations sur des justiciables. La confidentialité impose surtout aux professionnels de réunir les conditions nécessaires afin de garantir, lors des échanges avec les usagers, un cadre de discrétion et de sécurisation des informations transmises.

Également, la confidentialité peut être imposée contractuellement. Le champ d’application sera alors précisé ainsi que les sanctions auxquelles s’expose le professionnel qui y déroge.

Enfin, au-delà des sanctions pénales, des sanctions disciplinaires peuvent être prononcées.

### Distinction entre information confidentielle et information à caractère secret

Afin d’aller plus loin dans la définition de la confidentialité, il convient de distinguer les informations dites « confidentielles » des infractions à caractère secret.

Les informations à caractère secret sont nommées dans l’article 226-13 du Code pénal et définies dans un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation. Elles recouvrent tous les éléments de vie privée dont le professionnel soumis au secret a connaissance dans le cadre de ses fonctions.

Le cadre du « confidentiel », quant à lui, a été créé par la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, mais ne peut en aucun cas venir modifier le cadre légal du secret professionnel.

Au même titre que les informations couvertes par le secret professionnel, la confidentialité concerne toutes les informations privées confiées par l’usager ou son entourage, mais aussi les faits que le professionnel a vu, lu, entendu, constaté ou compris. D’après le comité interministériel de la prévention de la délinquance (CIPD)[[6]](#footnote-6), les informations confidentielles sont celles « afférentes à des situations personnelles ou familiales (…) à l’exclusion des informations à caractère secret au sens de l’article 226-13 du Code pénal ».

Enfin, alors que le secret professionnel couvre essentiellement les informations des personnes, la confidentialité protège également les secrets de l’administration.

### Qui est concerné ?

La cadre de la confidentialité n’étant pas expressément définie par la loi, aucune profession n’y est explicitement soumise. Toutefois, de la même façon que dans le cadre du secret professionnel, la notion de confidentialité s’applique aux professionnels ayant connaissance, dans le cadre de leurs fonctions, d’une information pouvant être qualifiée de privée. Ces professionnels peuvent, dans le cadre d’échanges, apprendre des informations et avoir un devoir de confidentialité envers les usagers, cette pratique permet ainsi de garantir un lien de confiance entre le professionnel et l’usager.

### Quand y déroger ?

La notion de confidentialité n’étant pas définie et encadrée par la loi, en dehors de toutes obligations contractuelles, c’est le droit commun qui s’applique. Le professionnel pourra alors partager les informations dont il a connaissance avec l’accord de l’usager ou non, selon la gravité de la situation et la nécessité d’une prise en charge.

Contrairement au secret professionnel qui permet de déroger aux obligations légales de dénonciations des crimes et délits, la notion de confidentialité ne permet pas les mêmes exemptions.

Ainsi, les professionnels non soumis au respect du secret professionnel sont dans l’obligation de dénoncer les crimes dont il est encore possible de prévenir ou de limiter les effets, ou dont les auteurs sont susceptibles de commettre de nouveaux crimes qui pourraient être empêchés (concernant des majeurs)[[7]](#footnote-7). Également, ayant connaissance de privations, de mauvais traitements ou d'agressions ou atteintes sexuelles infligés à un mineur ou à une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge, d'une maladie, d'une infirmité, d'une déficience physique ou psychique ou d'un état de grossesse, ces mêmes professionnels ont une obligation de révélation aux autorités compétentes[[8]](#footnote-8).

Enfin, l’article 40 du CPP va également s’appliquer aux agents publics qui dans l'exercice de leurs fonctions, acquièrent la connaissance d'un crime ou d'un délit et sont donc tenus d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs.

# Le secret partagé

### Qu’est-ce que c’est ?



Si le secret partagé n’a pas, en soi, d’existence légale, la loi peut autoriser la révélation d’une information à caractère secret en application de l’article 226-14 du code pénal qui prévoit que l’article 226-13 du code pénal n’est pas applicable dans les cas où la loi autorise la révélation du secret. Toutefois, l'usage de cette expression induit souvent l'idée qu'il n'y aurait plus de secret entre certains professionnels, ce qui peut parfois se traduire par l'invitation à ce que tout soit révélé au sein d'un groupe de professionnels. Or, cette notion de secret partagé ne doit en aucun cas faciliter la mise en œuvre de pratiques que le droit n'autorise pas : tout ne peut pas se dire et tout ne peut pas être évoqué auprès d'un autre professionnel.

Le « partage d'informations à caractère secret » est lui un acte de discernement des informations qui, partagées ou révélées, peuvent sous certaines conditions être utiles ou pas à l'usager.

L’expression du « secret partagé » doit donc et utilisée avec prudence.

### À quoi ça sert ?

Le « secret partagé » donne la possibilité aux professionnels qui partagent des informations qualifiées de nécessaires de mettre en place une stratégie commune pour une prise en charge adaptée.

L’article L. 1110-4 du code de la santé publique précise que: « un professionnel peut échanger avec un ou plusieurs professionnels identifiés des informations relatives à une même personne prise en charge, à condition qu'ils participent tous à sa prise en charge et que ces informations soient strictement nécessaires à la coordination ou à la continuité des soins, à la prévention ou à son suivi médico-social et social. »

Lorsqu'elle prévoit la possibilité d'un partage, c'est un partage de certaines informations à caractère secret. L'article 226-13 du code pénal parle d'une « information à caractère secret »;

### Qui est concerné ?

Selon le code pénal, ce sont « les personnes » qui sont dépositaires d’informations à caractère secret, et non les équipes, institutions, établissements ou services. Toutefois, les nécessités du travail social et éducatif obligent au partage pour toute une série de raisons : parce que le plus souvent la personne ne s’est pas adressée à un individu, mais à un service mais aussi parce qu’elle est en droit d’attendre une continuité de prise en charge.

En conclusion, les professionnels sont autorisés à partager des informations à condition d’intervenir auprès de la même personne ou famille avec un double objectif d’évaluation de la situation et de mise en œuvre de mesures adaptées et en se limitant aux informations strictement nécessaires.

## Références textuelles et ressources documentaires

**Références textuelles :**

**Concernant le principe du secret professionnel**,

* [Article 226-13 du code pénal](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000006417945/)

« La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. »

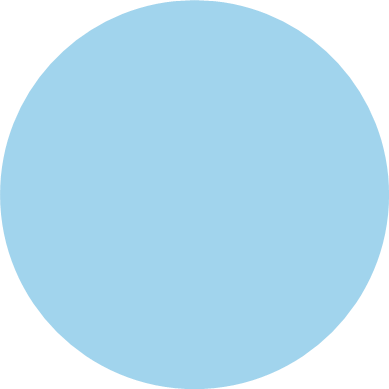
**Concernant l’autorisation de partager**,

* [Article L226-2-2 du code de l'action sociale et des familles](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000006796908/);

« Par exception à l'article 226-13 du code pénal, les personnes soumises au secret professionnel qui mettent en œuvre la politique de protection de l'enfance définie à l'article L. 112-3 ou qui lui apportent leur concours sont autorisées à partager entre elles des informations à caractère secret afin d'évaluer une situation individuelle, de déterminer et de mettre en oeuvre les actions de protection et d'aide dont les mineurs et leur famille peuvent bénéficier. Le partage des informations relatives à une situation individuelle est strictement limité à ce qui est nécessaire à l'accomplissement de la mission de protection de l'enfance. Le père, la mère, toute autre personne exerçant l'autorité parentale, le tuteur, l'enfant en fonction de son âge et de sa maturité sont préalablement informés, selon des modalités adaptées, sauf si cette information est contraire à l'intérêt de l'enfant. »

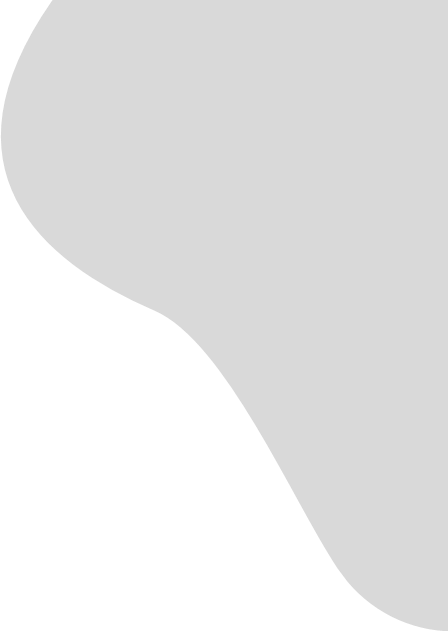
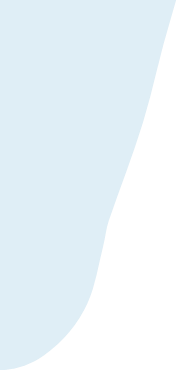
* [Article L1110-4 du code de la santé publique](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000036515027/).

« I. Toute personne prise en charge par un professionnel de santé, un établissement ou service, un professionnel ou organisme concourant à la prévention ou aux soins dont les conditions d'exercice ou les activités sont régies par le présent code, le service de santé des armées, un professionnel du secteur médico-social ou social ou un établissement ou service social et médico-social mentionné au I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles a droit au respect de sa vie privée et du secret des informations la concernant.

Excepté dans les cas de dérogation expressément prévus par la loi, ce secret couvre l'ensemble des informations concernant la personne venues à la connaissance du professionnel, de tout membre du personnel de ces établissements, services ou organismes et de toute autre personne en relation, de par ses activités, avec ces établissements ou organismes. Il s'impose à tous les professionnels intervenant dans le système de santé.

II. Un professionnel peut échanger avec un ou plusieurs professionnels identifiés des informations relatives à une même personne prise en charge, à condition qu'ils participent tous à sa prise en charge et que ces informations soient strictement nécessaires à la coordination ou à la continuité des soins, à la prévention ou à son suivi médico-social et social.

III. Lorsque ces professionnels appartiennent à la même équipe de soins, au sens de l'article L. 1110-12, ils peuvent partager les informations concernant une même personne qui sont strictement nécessaires à la coordination ou à la continuité des soins ou à son suivi médico-social et social. Ces informations sont réputées confiées par la personne à l'ensemble de l'équipe.

Le partage, entre des professionnels ne faisant pas partie de la même équipe de soins, d'informations nécessaires à la prise en charge d'une personne requiert son consentement préalable, recueilli par tout moyen, y compris de façon dématérialisée, dans des conditions définies par décret pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

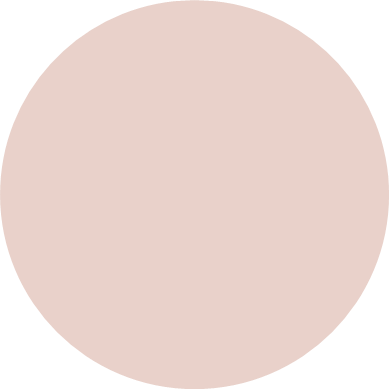
III bis. Un professionnel de santé, exerçant au sein du service de santé des armées ou dans le cadre d'une contribution au soutien sanitaire des forces armées prévue à l'article L. 6147-10, ou un professionnel du secteur médico-social ou social relevant du ministre de la défense peuvent, dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat, échanger avec une ou plusieurs personnes, relevant du ministre de la défense ou de la tutelle du ministre chargé des anciens combattants, et ayant pour mission exclusive d'aider ou d'accompagner les militaires et anciens militaires blessés, des informations relatives à ce militaire ou à cet ancien militaire pris en charge, à condition que ces informations soient strictement nécessaires à son accompagnement. Le secret prévu au I s'impose à ces personnes. Un décret en Conseil d'Etat définit la liste des structures dans lesquelles exercent les personnes ayant pour mission exclusive d'aider ou d'accompagner les militaires et anciens militaires blessés.

IV. La personne est dûment informée de son droit d'exercer une opposition à l'échange et au partage d'informations la concernant. Elle peut exercer ce droit à tout moment.

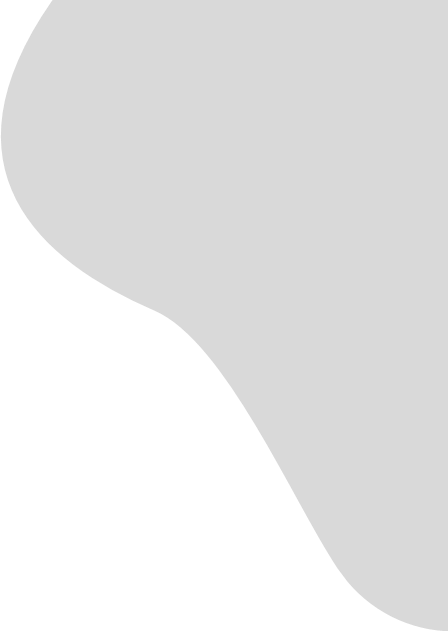
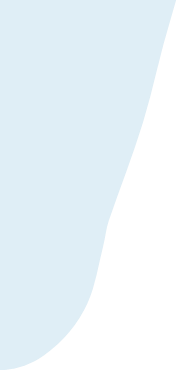
V. Le fait d'obtenir ou de tenter d'obtenir la communication de ces informations en violation du présent article est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

En cas de diagnostic ou de pronostic grave, le secret médical ne s'oppose pas à ce que la famille, les proches de la personne malade ou la personne de confiance définie à l'article L. 1111-6 reçoivent les informations nécessaires destinées à leur permettre d'apporter un soutien direct à celle-ci, sauf opposition de sa part. Seul un médecin est habilité à délivrer, ou à faire délivrer sous sa responsabilité, ces informations.

Le secret médical ne fait pas obstacle à ce que les informations concernant une personne décédée soient délivrées à ses ayants droit, son concubin ou son partenaire lié par un pacte civil de solidarité, dans la mesure où elles leur sont nécessaires pour leur permettre de connaître les causes de la mort, de défendre la mémoire du défunt ou de faire valoir leurs droits, sauf volonté contraire exprimée par la personne avant son décès. Toutefois, en cas de décès d'une personne mineure, les titulaires de l'autorité parentale conservent leur droit d'accès à la totalité des informations médicales la concernant, à l'exception des éléments relatifs aux décisions médicales pour lesquelles la personne mineure, le cas échéant, s'est opposée à l'obtention de leur consentement dans les conditions définies aux articles L. 1111-5 et L. 1111-5-1.

En outre, le secret médical ne fait pas obstacle à ce que les informations concernant une personne décédée nécessaires à la prise en charge d'une personne susceptible de faire l'objet d'un examen des caractéristiques génétiques dans les conditions prévues au I de l'article L. 1130-4 soient délivrées au médecin assurant cette prise en charge, sauf volonté contraire exprimée par la personne avant son décès.

VI.-Les conditions et les modalités de mise en œuvre du présent article pour ce qui concerne l'échange et le partage d'informations entre professionnels de santé, non-professionnels de santé du champ social et médico-social et personnes ayant pour mission exclusive d'aider ou d'accompagner les militaires et anciens militaires blessés sont définies par décret en Conseil d'Etat, pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés. »

**Concernant l’autorisation de révéler à une autorité**,

* [Article 226-14 du code pénal](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000042193510/);

L’article 226-14 de code pénal précise que « l'article 226-13 n'est pas applicable dans les cas où la loi impose ou autorise la révélation du secret. En outre, il n'est pas applicable :

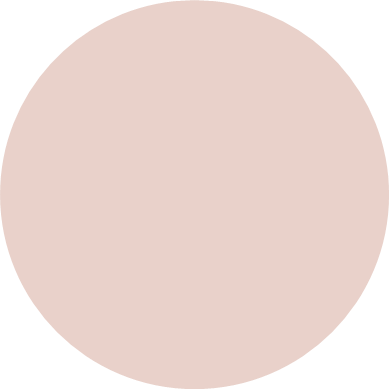
1° A celui qui informe les autorités judiciaires, médicales ou administratives de privations ou de sévices, y compris lorsqu'il s'agit d'atteintes ou mutilations sexuelles, dont il a eu connaissance et qui ont été infligées à un mineur ou à une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son incapacité physique ou psychique ;

2° Au médecin ou à tout autre professionnel de santé qui, avec l'accord de la victime, porte à la connaissance du procureur de la République ou de la cellule de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes relatives aux mineurs en danger ou qui risquent de l'être, mentionnée au deuxième alinéa de l'article L. 226-3 du code de l'action sociale et des familles, les sévices ou privations qu'il a constatés, sur le plan physique ou psychique, dans l'exercice de sa profession et qui lui permettent de présumer que des violences physiques, sexuelles ou psychiques de toute nature ont été commises. Lorsque la victime est un mineur ou une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son incapacité physique ou psychique, son accord n'est pas nécessaire ;

3° Au médecin ou à tout autre professionnel de santé qui porte à la connaissance du procureur de la République une information relative à des violences exercées au sein du couple relevant de l'article 132-80 du présent code, lorsqu'il estime en conscience que ces violences mettent la vie de la victime majeure en danger immédiat et que celle-ci n'est pas en mesure de se protéger en raison de la contrainte morale résultant de l'emprise exercée par l'auteur des violences. Le médecin ou le professionnel de santé doit s'efforcer d'obtenir l'accord de la victime majeure ; en cas d'impossibilité d'obtenir cet accord, il doit l'informer du signalement fait au procureur de la République ;

4° Aux professionnels de la santé ou de l'action sociale qui informent le préfet et, à Paris, le préfet de police du caractère dangereux pour elles-mêmes ou pour autrui des personnes qui les consultent et dont ils savent qu'elles détiennent une arme ou qu'elles ont manifesté leur intention d'en acquérir une ;

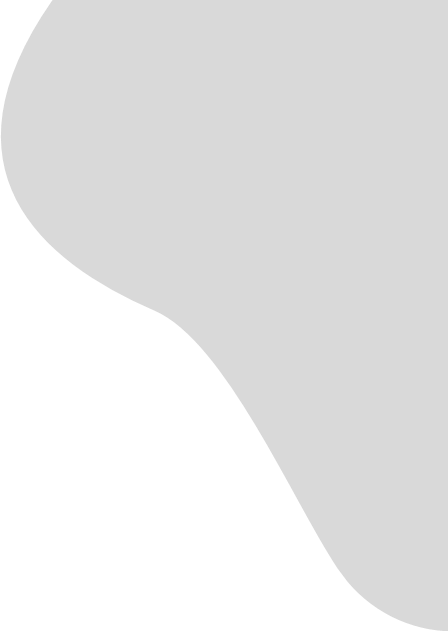
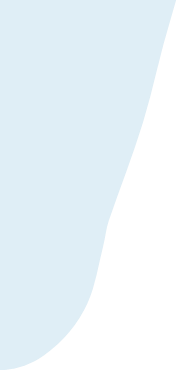
5° Au vétérinaire qui porte à la connaissance du procureur de la République toute information relative à des sévices graves, à un acte de cruauté ou à une atteinte sexuelle sur un animal mentionnés aux articles 521-1 et 521-1-1 et toute information relative à des mauvais traitements sur un animal, constatés dans le cadre de son exercice professionnel. Cette information ne lève pas l'obligation du vétérinaire sanitaire prévue à l'article L. 203-6 du code rural et de la pêche maritime.

Le signalement aux autorités compétentes effectué dans les conditions prévues au présent article ne peut engager la responsabilité civile, pénale ou disciplinaire de son auteur, sauf s'il est établi qu'il n'a pas agi de bonne foi.

* [Article 434-1](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000032207673/) du code pénal ;

« Le fait, pour quiconque ayant connaissance d'un crime dont il est encore possible de prévenir ou de limiter les effets, ou dont les auteurs sont susceptibles de commettre de nouveaux crimes qui pourraient être empêchés, de ne pas en informer les autorités judiciaires ou administratives est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

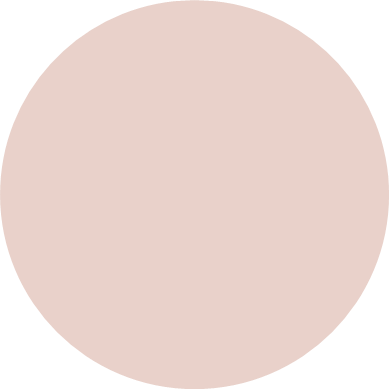
Sont exceptés des dispositions qui précèdent, sauf en ce qui concerne les crimes commis sur les mineurs :

1° Les parents en ligne directe et leurs conjoints, ainsi que les frères et soeurs et leurs conjoints, de l'auteur ou du complice du crime ;

2° Le conjoint de l'auteur ou du complice du crime, ou la personne qui vit notoirement en situation maritale avec lui.

Sont également exceptées des dispositions du premier alinéa les personnes astreintes au secret dans les conditions prévues par l'article 226-13. »

* [434-3 du code pénal](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000037289453/);

« Le fait, pour quiconque ayant connaissance de privations, de mauvais traitements ou d'agressions ou atteintes sexuelles infligés à un mineur ou à une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge, d'une maladie, d'une infirmité, d'une déficience physique ou psychique ou d'un état de grossesse, de ne pas en informer les autorités judiciaires ou administratives ou de continuer à ne pas informer ces autorités tant que ces infractions n'ont pas cessé est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

Lorsque le défaut d'information concerne une infraction mentionnée au premier alinéa commise sur un mineur de quinze ans, les peines sont portées à cinq ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende.

Sauf lorsque la loi en dispose autrement, sont exceptées des dispositions qui précèdent les personnes astreintes au secret dans les conditions prévues par l'article 226-13. »

1. Article 226-13 du code pénal. [↑](#footnote-ref-1)
2. Arrêt du 19 décembre 1885 de la chambre criminelle de la Cour de cassation, affaire Watelet. [↑](#footnote-ref-2)
3. Voir la liste non exhaustive des professions soumises au secret professionnel en annexe. [↑](#footnote-ref-3)
4. Cass. crim. 16 mai 2000 ; Cass. crim. 28 février 2001 ; Cass. 1ère civ. 9 mai 2001. [↑](#footnote-ref-4)
5. Voir en annexe la « Charte déontologique type pour l’échange d’informations dans le cadre des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance ». [↑](#footnote-ref-5)
6. Idem. [↑](#footnote-ref-6)
7. Article 434-1 du code pénal. [↑](#footnote-ref-7)
8. Article 434-4 du code pénal. [↑](#footnote-ref-8)